

# La gauche et le pouvoir

Par Emmanuel Jousse<sup>1</sup>

Conférence du 11 février 2020 à l'Université Populaire d'Avignon

Cette conférence a été retranscrite par Lisa Poutrel, étudiante de l'université d'Avignon qui a choisi de suivre les cours de l'UPA dans le cadre d'une UEO au second semestre 2019-2020. Elle a été relue et légèrement améliorée par Anouk Bartolini, intervenante régulière à l'UPA et bénévole active de l'association. Qu'elles en soient ici toutes les deux sincèrement remerciées de permettre le partage de cette conférence très riche.

\*  
\* \*

La naissance de la gauche est historiquement liée à la question de la répartition du pouvoir. Le terme de gauche (tout comme son contraire, celui de droite) apparaît au moment de la Révolution Française : dans un article, Marcel Gauchet explique que l'usage de diviser l'Assemblée constituante entre la droite et la gauche naît au fil de plusieurs débats en août 1789. En particulier le 29 août 1789, un témoin explique que « *ceux qui étaient attachés à la religion et au roi étaient cantonnés à la droite du président afin d'éviter les cris, les propos et les indécentes qui se passaient dans la partie opposée* ».

Donc pour ce témoin, il y avait un découpage de l'Assemblée entre droite et gauche avec :

- d'un côté, la droite, les partisans du roi et de l'Église
- et de l'autre, la gauche, les partisans du désordre.

Le découpage est plus compliqué que ce qu'on en dit habituellement parce que le clivage entre droite et gauche met plusieurs années à se structurer et s'articule également autour d'un centre qu'on appelait le marais.

Le mot de gauche, la catégorie de gauche dans le vocabulaire politique est donc liée intrinsèquement à la question du pouvoir. Or, si son apparition est liée à une question de pouvoir, les rapports entre les deux sont loin d'être évidents. Pour les historiens et les politistes, c'est un thème de réflexion inépuisable.

La question qu'on peut se poser au travers d'un regard historien et peut-être citoyen peut être la suivante : **Pourquoi la gauche semble-t-elle avoir autant de difficultés à situer son discours et son action par rapport au pouvoir ?** Il y a là un mystère et quelque chose qui ne va pas de soi. Et c'est sur ce mystère qu'il est important de revenir.

---

<sup>1</sup> Emmanuel Jousse est professeur agrégé d'histoire-géographie, docteur et chercheur en histoire contemporaine. Il est notamment spécialiste de l'histoire du socialisme. En 2017, il a publié chez Fayard « *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du socialisme réformiste en France (1871-1917)* ».

D'abord, parler d'une gauche au singulier est un abus de langage. Il faudrait plutôt parler de gauches au pluriel :

- D'une part, historiquement, celles-ci ont évolué en fonction de contextes très différents.
- Et d'autre part, conceptuellement, la gauche est plurielle.

Aujourd'hui par exemple, un militant socialiste ne s'identifierait pas forcément à un militant de la France Insoumise ni à un militant écologiste. Donc, ne serait-ce que dans notre quotidien, la gauche est une notion qui n'existe pas et c'est pour cela qu'il faut parler des gauches.

L'objectif est de donner des repères chronologiques pour comprendre ce rapport depuis 1789. D'ailleurs, c'est spécifiquement en France qu'on peut faire cela, puisque le concept de gauche n'est réellement opératoire sur cette période que pour la France (assez peu pour la Grande-Bretagne ou l'Allemagne).

La définition du pouvoir n'est pas plus évidente que celle de la gauche. Pour simplifier à l'extrême, on pourrait dire que le pouvoir correspondrait à deux choses :

- d'abord la possibilité de faire quelque chose en fonction d'un contexte de qualité particulière. Dans ce cas, se pose la question de l'origine, de l'explication de ce pouvoir. Cette capacité ou cette possibilité s'expliquerait en vertu d'une autorité ou d'un droit fondé sur la morale, la logique, la raison. Donc se poserait à la fois la question de l'origine mais aussi celle de la légitimité de ce pouvoir. Si on dit que le pouvoir consiste à faire quelque chose, ça pose la question de sa finalité. Donc s'interroger sur les gauches et le pouvoir, c'est s'interroger sur ce qu'elles font quand elles essaient de conquérir le pouvoir (la finalité qu'elles vont essayer d'atteindre).
- La deuxième chose importante est que le pouvoir peut aussi se définir comme une autorité ou une puissance sur quelqu'un ou sur quelque chose. Dans ce cas, se pose la question de la résistance et donc de la révolte vis-à-vis d'une autorité qu'on ne considère pas comme légitime. Ou à l'inverse du consentement à cette autorité. On va accorder une dimension verticale à cette autorité, qui peut être exercée par une puissance publique qui gouverne un Etat ou un groupe social, une autorité à laquelle est soumis chaque citoyen. Donc, le pouvoir est quelque chose qui est exercé et qui implique une forme de contrainte. Pour exister, le pouvoir implique à la fois d'être exercé et de produire une forme de contrainte : il s'agit de faire faire quelque chose à quelqu'un.

Et la gauche, quand elle ambitionne le pouvoir, ambitionne aussi ces deux objectifs : non seulement faire mais aussi faire faire quelque chose à quelqu'un. De ce point de vue, les gauches sont dans une position de contradiction performative :

- Elles se sont construites comme des forces de progrès et ce serait un peu le « faire » par excellence, c'est-à-dire, réaliser un modèle de société idéal avec une action politique radicale pour transformer le monde. Du moins, c'est leur ambition. Donc ce projet jamais réalisé sera l'horizon que les gauches poursuivent au fil de leur histoire.
- Mais, les gauches désigneraient en même temps ce mouvement d'opposition à un gouvernement institué. Les gauches s'opposent à l'oppression, à l'obscurantisme, à la tyrannie — en bref, à un pouvoir extérieur qui repose sur une forme de contrainte. Le problème est que les gauches n'assument pas l'idée que le pouvoir implique une dimension de contrainte exercée sur des personnes, voire de violence. Les gauches préfèrent se lancer dans un projet éducateur plutôt que d'assumer une part de violence.

Donc, il y a une sorte de contradiction fondamentale :

- Le pouvoir est nécessaire à la gauche pour qu'elle puisse réaliser le projet historique qu'elle s'est assignée ;
- mais elle refuse que ce pouvoir contraigne qui que ce soit. Les gauches refusent que ce pouvoir fasse faire quelque chose à quelqu'un.

Et c'est là que se noue la question d'ambitions et de remords du pouvoir. Là est la contradiction performative soulignée des gauches entre le « faire » et le « faire faire ».

Éléments de bibliographie :

- Article de Marcel Gauchet « *la droite et la gauche* » in « *Les lieux de mémoire* » sous la direction de Pierre Nora ;
- Ouvrage collectif dirigé par Jean-Jacques Becker et Gilles Candar : *Histoire des gauches en France* ;
- Livre de Jacques Julliard : *Les gauches françaises de 1762 à 2012* ;
- Livre de Alain Bergounioux et Gérard Grunberg *L'ambition et le remords, les socialistes français et le pouvoir*.

## ***Première partie : Les gauches et le pouvoir, une histoire séculaire***

### **I - Les gauches contre le pouvoir (1815-1880)**

Dans un premier temps, les gauches s'opposent toutes au pouvoir institué, que l'opposition soit intérieure ou extérieure.

Sous la Restauration (de 1815 à 1830), les républicains se nourrissent du souvenir de la Révolution et de l'Empire, mais se trouvent à l'extérieur des institutions de Gouvernement (dans des organisations secrètes). Mais à l'intérieur de la chambre, il y a une opposition parlementaire avec une droite et une gauche. Il y a une première structuration de deux courants de gauches : une gauche plutôt républicaine (dans des sociétés secrètes) et une gauche parlementaire (plutôt libérale).

Sous la monarchie de Juillet (de 1830 à 1848), les républicains et les socialistes vont demander l'extension du suffrage. A l'intérieur de la chambre, s'organise l'opposition des monarchistes (gauche dynastique) qui demande elle aussi l'extension du suffrage. A nouveau, c'est le même système avec une gauche à l'extérieur qui s'oppose frontalement au pouvoir (via des sociétés secrètes) et une autre à l'intérieur de la chambre qui va essayer de transformer le régime politique de l'intérieur.

Avec la Révolution de février 1848 (IIème République), il y a une clarification du paysage des gauches et de leurs rapports au pouvoir.

- La figure de Lamartine incarne une gauche plutôt républicaine favorable aux grandes conquêtes de la IIème République comme le suffrage universel du 2 mars 1848, l'abolition de l'esclavage. Mais elle refuse toute dérive sociale, donc c'est une gauche qui s'arrête au seuil d'une République sociale.

- Louis Blanc incarne la gauche des démocrates favorable au renforcement du rôle de l'État. Celui-ci doit être le garant d'une organisation du travail qui assurerait un salaire juste aux travailleurs.
- Proudhon, c'est la gauche des socialistes favorables à l'organisation ouvrière. Les intérêts des travailleurs devraient être pris en charge dans le cadre d'associations autonomes.
- Il y a aussi la gauche du socialisme chrétien. C'est la réalisation sociale du christianisme sous la forme d'un socialisme qui défendrait une démocratie républicaine. Elle serait favorable à une prise en charge des services publics par l'État.
- Enfin, un socialisme insurrectionnel pour fonder une société républicaine centrale qui investit la chambre en mai 1848 et qui est jugée en mars 1849. C'est une gauche qui voudrait prendre le pouvoir sur les barricades.

En 1848, les gauches sont donc nombreuses et elles vont fournir un débat intellectuel bouillonnant.

Le coup d'État du 2 décembre 1851 va aboutir à une double simplification. D'abord, tous ces groupes sont réduits à l'exil et au silence par l'État de siège. En France même, il y a la structuration d'une gauche à l'intérieur du régime impérial avec une opposition républicaine qui va reprendre à partir de 1857 avec l'élection de 5 députés républicains. A partir de 1860, Napoléon III va s'efforcer de gagner le soutien des ouvriers pour contrebalancer les oppositions auxquelles il se confronte (des catholiques en particulier). Il va leur accorder le droit de coalition, le droit de réunion... Le 2<sup>nd</sup> Empire va permettre une incubation d'un certain nombre de pratiques et d'idées très importantes à gauche et débouchera sur la structuration d'une gauche républicaine pour qui le pouvoir est essentiellement un Gouvernement et des institutions à conquérir pour réaliser le bien commun ; et l'apparition d'une gauche ouvrière pour qui le pouvoir va être une arme à neutraliser pour ne pas empêcher l'organisation autonome des travailleurs et qui nourrit une méfiance à l'encontre du pouvoir.

Toutes ces oppositions de gauche se retrouvent et s'affrontent pendant l'épisode de la Commune de Paris. La gauche se constitue en marge du pouvoir. La proclamation de la III<sup>e</sup> République le 4 septembre 1870 offre une nouvelle occasion aux gauches de prendre le pouvoir. L'ancienne gauche républicaine constitue le Gouvernement provisoire de Défense nationale avec Ferry, Gambetta et Favre — mais la gauche ouvrière maintient toujours une forte pression lors de manifestations à Paris. La séparation de ces gauches éclate en mars 1871 avec la naissance de la Commune, puisque les républicains du Gouvernement provisoire doivent fuir alors que les gauches s'affrontent et s'emparent du pouvoir. Il y a des jacobins, des socialistes membres de l'association internationale du travail, des proudhoniens... Tous ces différents courants structurés auparavant doivent se retrouver dans la Commune de Paris pour essayer de mieux enraciner une expérience inédite du pouvoir. Elle sera de courte durée et cesse en mai 1871. Après la Commune de Paris, le mouvement ouvrier est décapité. Ses chefs sont emprisonnés ou en exil et la République est aux mains de conservateurs ou de monarchistes.

Pour conclure, il y a des choses à retenir dans cette première grande période.

D'abord, on voit apparaître différents types de gauche. Il y a une gauche républicaine et une gauche ouvrière qui ne sont pas d'accord sur le projet de « faire » qu'elles ambitionnent :

- Pour la gauche républicaine, il s'agit de créer un vivre ensemble indexé sur la citoyenneté.
- Pour la gauche ouvrière, il s'agit essentiellement d'une république sociale pour assurer une égalité plus appuyée entre les citoyens.

Ensuite, cette première période va enraciner une hostilité profonde du mouvement ouvrier envers le pouvoir politique. Il y aura toujours dans l'idée de ces organisations ouvrières que le pouvoir est quelque chose qui peut s'avérer néfaste. Cela va marquer les organisations socialistes dans la suite.

## II - Les gauches apprivoisent le pouvoir (1880-1945)

Cette période est marquée par la consolidation de la République à partir de 1880. Elle va changer radicalement les données du problème. Les gauches ne se sont pas censées s'opposer uniquement au pouvoir, mais doivent débattre avec d'autres tendances du centre et de la droite dans des organismes représentatifs (conseils municipaux, chambre des députés...). La gauche doit discuter pour construire une démocratie républicaine. La vieille posture d'opposition au pouvoir n'est donc plus la seule à présent.

Cette période voit un reclassement des différentes identités de gauche et l'émergence de nouvelles façons d'envisager le pouvoir. Les gauches se structurent comme un milieu partisan avec l'apparition des premiers partis comme le parti radical en 1901, le parti socialiste SFIO en 1905. Les gauches sont aussi un milieu militant avec la structuration des syndicats. C'est aussi un milieu culturel avec des valeurs fortes forgées en particulier avec l'affaire Dreyfus.

En même temps que cette gauche se recompose, l'Etat devient « *instituteur du social* » (Pierre Rosanvallon) c'est-à-dire qu'il devient agent de réformes sociales. Cela se poursuit jusqu'à l'institution de l'Etat-Providence. Les gauches peuvent donc envisager une participation au pouvoir en train d'installer ces réformes.

C'est une période marquée par le « *sinistrisme* » : expression d'Albert Thibaudet. La gauche va être continuellement dépassée et repoussée par des tendances qui interviennent toujours plus à gauche qu'elle.

- En 1901, il y a la fondation du parti radical socialiste. On voit se dessiner une possible alliance entre socialistes et radicaux qui permet le vote de lois importantes comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, celle sur les associations. Cette expérience tourne court en 1905 avec la fondation d'un parti socialiste unifié (la SFIO).
- C'est le même mouvement qui se produit avec l'apparition du parti communiste en 1920. Il dépasse les socialistes sur leur gauche en prônant une insurrection qui organiserait la rupture avec le régime bourgeois et capitaliste. Cela montre que les gauches sont plurielles.

Trois gauches vont ainsi se superposer dans les forces politiques françaises des années 30 : radicale, socialiste et communiste. Chacune a suffisamment intégré le jeu parlementaire pour siéger dans la chambre, donner lieu à des oppositions. La gauche socialiste et communiste va faire l'expérience du pouvoir en 1936. Dans cette période, c'est l'acclimatation des gauches avec un (pouvoir qu'elles vont s'efforcer d'apprivoiser).

Le rapport des gauches au pouvoir va aussi passer par des grandes crises.

- Il y a d'abord des crises économiques et sociales avec des mouvements sociaux. Les grèves sont réprimées par le pouvoir républicain, mais s'organisent davantage dans les années 1890 avec

l'apparition de syndicats. Ces derniers vont reprendre la tradition ouvriériste hostile au pouvoir. La CGT va formaliser la théorie de la grève générale. Le syndicalisme, se séparant de la SFIO à partir de 1906, va se camper dans une position radicale de refus du pouvoir. Cette tradition de gauche anti autoritaire va peser très lourd dans une méfiance des organisations ouvrières vis-à-vis du pouvoir.

- Il y a aussi des crises politiques qui vont forcer la gauche à clarifier son rapport au pouvoir. D'abord, l'affaire Dreyfus qui commence en 1894. Elle permet d'agrèger les forces de gauche en voie de dispersion. L'affaire va réduire le débat à une question simple : est-on pour ou contre la République ? C'est ça qui va permettre la concentration des gauches et constituer un gouvernement de défense républicaine en juin 1899. L'entrée d'un socialiste dans un Gouvernement, cette occupation d'un poste de pouvoir va provoquer des débats très forts justement parce qu'il y a toujours l'idée que le pouvoir est corrupteur — celui-ci sera donc très rapidement désavoué dès 1904. Il y a cette logique où on ambitionne de faire quelque chose. On accepte le « faire » mais il y a le « faire faire » devant lequel on recule parce que ça implique une forme de contrainte exercée sur ceux qui ne sont pas d'accord avec les socialistes. L'antifascisme va reproduire cette configuration dans les années 30. La gauche s'est rassemblée dans un mouvement commun de Front Populaire dès février 1934. Il y a la signature d'un pacte d'unité d'action antifasciste. Donc, on retrouve la même logique que pendant l'affaire Dreyfus. C'est cela qui va permettre la victoire aux élections de mai 1936 ouvrant la voie à cette deuxième expérience du pouvoir.

La 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale et le régime de Vichy vont reconfigurer les gauches en leur donnant une légitimité alors que la droite sort abattue du conflit. Pour les socialistes, le gain immédiat est assez mince puisque le parti SFIO reste associé à la défaite de 1940. Quant au parti communiste, il met en avant son statut de « parti des 75 000 fusillés » qui va sortir de la guerre avec une aura immense.

Il y a encore plusieurs choses à retenir sur l'ensemble de la période 1880 -1945. Les gauches y auront connu une **expérience triple** :

- D'abord, il s'agit d'une expérience de l'administration, notamment dans le cadre municipal ou pour l'organisation des services publics. Dans ce cas, le pouvoir vise essentiellement à mettre en application les mesures sociales que les gauches portent dans leurs programmes. Il y a une percée municipale en 1892. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, des villes comme Lille, Roubaix, Marseille ont des socialistes dans leurs conseils municipaux. Cette expérience du pouvoir n'est pas vraiment contestée puisqu'elle reste proche du quotidien militant.
- Ensuite, il y a l'expérience du Parlement dans le cadre des assemblées. Le pouvoir vise à animer la démocratie par un débat sur l'intérêt général. Ici, la percée se fait à partir de 1893. Il s'agit d'une expérience technique avec le travail dans les commissions parlementaires ou sur des projets de loi, mais il s'agit aussi d'une expérience politique avec des grands orateurs comme Jaurès par exemple. Là, il s'agit d'un pouvoir qui va être contesté par une partie des militants parce que les techniques de représentation ne sont pas évidentes. Le fait qu'il y ait des députés qui votent un certain nombre de réformes va se heurter à une contestation militante qui va demander des comptes. Il y a donc une contestation du pouvoir à ce niveau-là.
- Enfin, c'est l'expérience du Gouvernement. Ici, le pouvoir vise à administrer la République. Il y a des alliances avec d'autres partis. Cette expérience gouvernementale est particulièrement contestée parce qu'elle est généralement choisie sous la contrainte. En 1936, il s'agit des effets

d'une lutte antifasciste qui agit comme une sorte de contrainte sur des partis de gauche à s'unir pour former un Gouvernement.

### **III - Les gauches à l'épreuve du pouvoir (depuis 1945)**

D'abord, en 1945, il y a la nécessité d'une reconstruction à la fois matérielle et intellectuelle qui correspond au « faire ». Il y a une forme de retour à zéro qui peut permettre de construire une société idéale. Il y a aussi la nécessité d'intervenir. La question du rapport entre les gauches et le pouvoir semblerait s'être résolue dans une forme de logique historique.

Mais, l'épreuve du pouvoir pour la gauche divisée est posée assez rapidement par le fait que le Parti Communiste obéit à la stratégie adoptée par l'URSS. Il y a donc une gauche divisée entre celle du Gouvernement (SFIO) et celle d'opposition (communiste) : la SFIO, qui participe au Gouvernement, se dissocie alors du Parti Communiste qui refusait d'assumer ce Gouvernement.

En 1962, le suffrage universel direct pour l'élection du Président de la République change les données du problème. Elle rend nécessaire la réactivation d'un bipartisme et une alternance au pouvoir. Le pouvoir consisterait à conquérir la présidence de la République. C'est la tâche que s'assigne François Mitterrand notamment lorsqu'il refonde le parti socialiste en 1971. Il bâtit un programme commun avec les communistes et cela oriente celui de 1981.

En 1983, c'est le tournant de la rigueur. La V<sup>ème</sup> République change aussi la définition à donner du pouvoir. Il ne s'agit pas seulement d'administrer, de représenter et de gouverner mais aussi et surtout d'incarner. Le refus pendant longtemps des gauches d'incarner le pouvoir va provoquer des difficultés. Les gauches ne se sont pas cantonnées à s'adapter aux redéfinitions de la notion de pouvoir mais ont renouvelé des notions pour concilier l'idée d'un pouvoir coercitif avec la responsabilité démocratique. C'est par exemple, l'assignation par la gauche de l'Etat-Providence qui va incarner une sorte d'intérêt commun à approfondir par les projets de nationalisations. Les gauches vont défendre le projet européen. Et mettre en œuvre la décentralisation en 1982.

La position critique sur le pouvoir et les formes d'exercice du pouvoir est restée relativement coupée du pouvoir exercé par la gauche au Gouvernement. Comme si les gauches étaient en situation de « faire » donc de réaliser leur projet sans forcément s'interroger sur les conditions de possibilité de cette action. Quel est le degré de contrainte acceptable ? Quel est le problème de la violence politique ? Au cours de leur histoire, les gauches n'y ont jamais vraiment répondu.

## ***Deuxième partie : Réflexions des gauches sur le pouvoir***

### **I - D'où vient le pouvoir ?**

Quelle est la source du pouvoir ? Qu'est-ce qui donne du pouvoir aux hommes ? Pour les gauches, le pouvoir provient essentiellement de l'émancipation, de l'organisation ou de la production.

- **Émancipateur** : Les gauches se revendiquent toutes d'une tradition du droit naturel où le pouvoir résiderait dans l'individu lui-même, avant même peut-être l'institution d'une société. Les individus sont des sujets de droits universels. Ils fondent d'ailleurs l'idée des Droits de l'Homme. Ils distinguent la gauche du traditionalisme : l'individu serait toujours situé dans une

succession de générations qui porterait l'horizon de ses droits ; par ce biais, les gauches se rapprocheraient du libéralisme.

Mais tout en étant détenteur de ses droits, l'individu doit pouvoir s'associer à d'autres individus par un acte de volonté qui institue la société et qui la rend légitime. C'est l'essence du pacte social tel que Rousseau avait pu le définir dans « *Du Contrat Social* » en 1762. Le pouvoir a donc son origine dans le collectif, le Souverain. La volonté générale est inaliénable, indivisible et identique aux biens communs. Les gauches vont en tirer une mystique du peuple UN, unique, qu'on ne peut diviser. Cette conception sera ensuite réinvestie dans le prolétariat tel que le théoriserait Marx. C'est le peuple UN qui ne peut être représenté que par une assemblée unique.

C'est un pouvoir qui a aussi son origine dans la Raison. A partir du droit naturel des individus, il s'agit de reconstruire un lien social que la rivalité ou l'Etat de nature menaceraient. Cette reconstruction ne peut pas être fondée sur les données de la religion, de la tradition mais sur des lois scientifiques, celles de la Raison. C'est le projet de Saint-Simon, de Proudhon, de Marx et d'Engels. Cette importance de la Raison explique l'importance de l'éducation pour la gauche. La gauche est essentiellement associée à l'idée de progrès.

- **Organisateur** : Le collectif n'aurait de sens que s'il est capable de fabriquer du social. Le pouvoir s'enracinerait dans sa possibilité d'organiser un intérêt collectif en surpassant les intérêts particuliers. Le républicanisme se trouve lié avec les gauches pendant tout le XIXème siècle. Mais organiser le social ne consiste pas seulement à incarner l'intérêt général par un système démocratique. Il faut aussi prendre en compte des intérêts plus larges notamment des intérêts professionnels ou sociaux qui ont une fonction particulière à jouer et qui nécessitent une analyse spécifique pour être en mesure de les combiner.

Le social, c'est donc un ensemble de forces d'organisation qu'il faut observer et c'est une autre source du pouvoir pour la gauche qui est associée à la naissance de la sociologie. Le pouvoir pour les gauches, c'est avant tout la connaissance de la société. C'est l'héritage de Durkheim. Au plan politique, ça se traduit par des projets comme le solidarisme. Donc, ces gauches se définissent comme organisatrices de l'intérêt général. La gauche organisatrice se veut profondément réformatrice.

- **Producteur** : Le pouvoir, ce n'est pas seulement le fait de faire au sens d'agir. Mais, pour les gauches, c'est faire au sens de créer, de produire. Il y a une importance de la démocratie d'atelier portée par les ouvriers et par les syndicalistes révolutionnaires. C'est pour cela qu'on a cet ouvriérisme qui est tellement fort. Le pouvoir légitime, c'est celui de ceux qui fabriquent, qui font dans un contexte de révolution industrielle. C'est ça qui va fortement définir le pouvoir pour les gauches. C'est cette idée qui va fonder la lutte des classes puisque dans la mesure où le processus de production est foncièrement inégalitaire, on va isoler un groupe particulier défini par une fonction économique particulière, le prolétariat.

Le pouvoir n'a son origine ni chez les rentiers ni chez les consommateurs. Va s'enraciner l'idée que le pouvoir est avant tout celui des producteurs. Le pouvoir est aussi associé au contrôle des choses, au contrôle de la nature par exemple.

## II - Quelle serait la légitimité de ce pouvoir ?

Le pouvoir légitime est celui qui se réclamerait du Peuple, des travailleurs et d'une avant-garde.

- Celui qui se réclame du Peuple : C'est l'héritage de la Révolution Française qui organise une opposition entre les gauches et les privilégiés et qui va marquer le républicanisme au début du XIXème siècle, puis tout le socialisme avec Jaurès. C'est une légitimité populaire qui s'exprime d'abord par le vote, considéré comme un acte d'adhésion au collectif. C'est la raison pour laquelle les gauches sont restées longtemps attachées à l'idée d'une assemblée unique, au strict contrôle des élus. L'élu n'est pas là pour faire autre chose que le portevoix.
- Celui qui se réclame des travailleurs : Il y a un ouvriérisme très fort de la gauche française que ce soit dans le syndicalisme révolutionnaire ou les mouvements communistes. Il y a aussi des aspects qui émergent en 1968. Aujourd'hui, quand on parle de populisme de gauche, c'est moins un appel au peuple qu'on désigne. C'est davantage un appel aux producteurs. C'est une légitimité qui a des conséquences sur la représentation. Par exemple, il faut donner plus de voix aux syndicats. Cela veut dire qu'il faut penser la représentation avec les chambres de travail.
- Celui qui se réclame d'une avant-garde ou de l'élite : Si le projet des gauches est de réaliser un idéal de société justifié par la Raison et par la logique de l'histoire, il n'est pas forcément besoin d'avoir l'onction du suffrage universel de la majorité de la population. L'origine de cette légitimité du pouvoir par une avant-garde éclairée serait à rechercher pendant la Révolution. En effet, l'aristocratie a eu des conséquences sur les intellectuels ou les experts. Pour les gauches, il est important que ceux qui savent exercent le pouvoir. C'est notamment le cas pour les gauches de Gouvernement.

## III - Comment exercer le pouvoir ?

- Il y a l'idée d'une démocratie populaire où la représentation est directement contrôlée par le mandataire. C'est l'idée de l'ouvriérisme. Cela explique le refus des médiations politiques et pose le problème de l'articulation avec la démocratie parlementaire. C'est ce qui va enraceriner la défiance pour les élites et les représentants politiques. Exercer le pouvoir, c'est donc d'abord se méfier de la représentation.
- C'est aussi avoir confiance dans l'action spontanée du peuple ou des travailleurs par exemple dans l'idée de la grève générale ou l'insurrection. Cela explique aussi l'importance de l'idée d'association. Au lieu de passer par un représentant politique, on fait plutôt confiance à la fédération des groupes populaires ou des groupes ouvriers qui structureraient le pouvoir. Cela se manifeste aussi par le refus d'exercer le pouvoir par l'argent ou le savoir par exemple. Il y a une condamnation de l'accumulation des richesses comme immorale.
- Enfin, (il y a) se pose le problème de la violence qui peut être considérée comme légitime. Mais, elle peut aussi bien être un acte destructeur que créateur : il y a donc une ambivalence extrêmement forte. La violence est un acte rejeté parce qu'il n'est pas démocratique. Mais, il y a une violence « fantasmée » comme accoucheuse de l'histoire ou comme forme de justice immanente. Il y a donc une ambiguïté sur le statut de la violence. Dans ce contexte-là, l'idée

d'une représentation pour exercer le pouvoir peut être assez compliquée à penser précisément puisqu'elle fait toujours l'objet d'une certaine méfiance.

### *Troisième partie : Quelques éléments de réflexion*

Quelques réflexions lancées rapidement pour conclure.

- D'abord les gauches et le pouvoir, c'est une histoire de contexte. Le rapport des gauches au pouvoir va toujours s'effectuer en fonction d'un écosystème à la fois social et politique. Les gauches doivent d'abord se situer par rapport à des droites qui sont toujours redéfinies. Les gauches doivent aussi se situer par rapport à un centre pivot.
- Ensuite, les gauches doivent se ressaisir des mouvements sociaux qui se renouvellent aujourd'hui. La méfiance envers les médiations politiques et le rejet des élites qu'on peut observer aujourd'hui ne sont absolument pas des phénomènes inédits pour les gauches.
- Les gauches doivent également réfléchir sur les pratiques du pouvoir à l'aune du renouvellement de la démocratie. Par exemple, comment exercer le pouvoir à l'heure du numérique ?
- Il faut aussi repenser les origines du pouvoir puisque les gauches ont fait de l'individu libre la source du pouvoir. Dans ce cas il faudrait réfléchir sur ce qui, aujourd'hui, garantit la liberté pleinement réalisée des individus. Le sujet du collectif sur lequel les gauches ont réfléchi depuis deux siècles est encore un sujet brûlant aujourd'hui.
- Enfin, que signifie la Raison à l'heure du numérique et à l'heure à laquelle tout le monde a accès à l'information ? La question est de savoir ce qu'on fait de cette information. Que signifie le progrès à l'heure du réchauffement climatique ?